

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date du Conseil Municipal
14 mars 2022
Date de convocation
8 mars 2021

Nombre de Conseillers
En exercice : 26
Présents : 20
Votants : 25

L'an deux mille vingt-deux, le quatorze mars, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à l'Espace du Marais, sous la Présidence de Madame Catherine LUNGART – Maire.

Présents : Mme C. LUNGART, M. P. HASPOT, Mme L. FOUCHER, M. L. BELBEOCH, Mme D. BOURMAUD, M. R. MORIN, Mme P. LE PAPE, M. F. GAREL, Mme M. EVRAIN, M. L. LECOQ, Mme A. BLANCHARD, M. C. GUENO, Mme A. HALLIEZ, Mme L. ANAKIEVA, Mme V. TARTOUE, Mme L. DOUAUD, M. M. BERASALUZE, M. V. LE CLAIRE, M. G. DERVAL, M. M. COËNT

Pouvoirs ont été donnés :

Mme C. MATHIEU	à	M. P. HASPOT
M. P. GUENO	à	Mme C. LUNGART
M. C. PRESCHEZ	à	Mme M. EVRAIN
M. C. BOURSE	à	M. L. BELBEOCH
Mme L. HEGWEIN	à	M. M. COËNT

Absente excusée :

Mme S. GOSLIN

Formant la majorité des membres en exercice.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Mme Dorothee BOURMAUD est désignée secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité. Madame Lise-Armelle BERGONZI, Directrice Générale des Services, a été nommée auxiliaire à ladite secrétaire pour cette séance.

16.03.2022

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA CRECHE « MILLE PATTES »

En janvier 2015, afin de permettre aux familles andréanaises de bénéficier d'un mode d'accueil collectif pour les enfants de 0 à 3 ans, la structure d'accueil petite enfance « Mille Pattes » a ouvert ses portes, suivant l'avis favorable des services de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I.) du Conseil Départemental.

Ce bâtiment, bien que conçu initialement pour l'accueil simultané de 30 enfants accueille depuis son ouverture 24 enfants, effectif qui était une réponse aux besoins définis en 2014.

Au fil des années, le nombre de demandes d'accueils au sein de cette structure s'est accru et la dernière commission d'attribution des places, réunie en mai 2021 a prononcé 40 refus.

Les services de la P.M.I, consultés pour augmenter cette capacité d'accueil en la plafonnant à 30 enfants, ont émis un pré-avis favorable par courriel en date du 23 février 2022.

Aussi, il est proposé qu'à partir du 17 août 2022, la crèche Mille Pattes accueille simultanément 30 enfants dont 25 en accueil régulier et 5 en accueil occasionnel.

La modification du Règlement Intérieur porte également sur la mise en application du décret 2021-1131 du 30 août 2021 qui fixe les conditions de fonctionnement des Etablissements d'Accueils des Jeunes Enfants (E.A.J.E).

Au vu :

- De la situation démographique de la commune qui se stabilise avec un nombre de 210 enfants âgés de 0 à 3 ans,
- Du nombre de demandes d'accueil collectif qui augmente depuis 2015,
- De la possibilité d'accueillir 30 enfants sans extension du bâtiment,
- Du pré-avis favorable des services de la P.M.I du Conseil Départemental par courriel en date du 23 février 2022 ;

➤ Vu l'avis de la commission Enfance Jeunesse du 1^{er} mars 2022 ;

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE :

- **D'approuver** la modification du règlement intérieur de la crèche Mille Pattes ci-joint.

**Pour extrait conforme
Le Maire, Catherine Lungart**



Certifié EXÉCUTOIRE compte tenu de :

- La publication le : **17 MARS 2022**
- La transmission en Sous-Préfecture le : **17 MARS 2022**

Fait à Saint-André des Eaux, le : **17 MARS 2022**
La Directrice Générale des Services, par délégation

mille pattes



ESPACE « MILLE PATTES »

CRECHE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Sommaire

<u>Article I - Présentation de l'équipement</u>	page 3
Article I - 1 : Identité de l'équipement	page 3
Article I - 2 : Identité du gestionnaire	page 3
Article I - 3 : Définition et objectifs du service	page 3
Article I - 4 : Agrément, capacité d'accueil	page 3
Article I - 5 : Horaires d'ouverture et périodes de fermeture de la structure	page 4
Article I - 6 : Les locaux	page 4
Article I - 7 : Direction, continuité de direction et personnel	page 4
<u>Article II - Conditions de recevabilité et d'admission des enfants</u>	page 5
Article II - 1 : Les conditions d'admission des enfants	page 5
Article II - 2 : Les conditions d'inscription	page 5
Article II - 3 : La commission d'attribution des places	page 6
<u>Article III - Les formalités administratives</u>	page 6
Article III - 1 : Dossier de pré-inscription (accueil régulier)	page 6
Article III - 2 : Dossier d'inscription (tous types d'accueil)	page 6
Article III - 3 : Le dossier médical de l'enfant	page 7
Article III - 4 : La contractualisation	page 7
Article III - 5 : Tarification, facturation et modalités de paiement	page 9
<u>Article IV – L'accueil des enfants et la vie quotidienne à l'espace Mille Pattes</u>	page 10
Article IV - 1 : La période de familiarisation	page 10
Article IV - 2 : L'arrivée et le départ des enfants	page 10
Article IV - 3 : L'organisation de la vie de l'enfant à l'espace Mille Pattes	page 11
<u>Article V - La santé, l'hygiène et la sécurité</u>	page 12
Article V - 1 : La santé et l'hygiène	page 12
Article V - 2 : La sécurité	page 12
<u>Article VI - Participation des familles à la vie de la structure</u>	page 12
<u>Article VII – Application et modification du règlement intérieur</u>	page 12
<u>Article VIII – Exécution</u>	page 13

La crèche de l'espace « Mille Pattes » fonctionne conformément :

- Aux dispositions du décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistantes maternelles et aux établissements d'accueil du jeune enfant
- Aux dispositions du décret n° 2007-206 du 20 février 2007,
- Aux dispositions du Décret n° 2010-613 du 7 juin 2010,
- Aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, et notamment la circulaire N°2014-009 du 26 mars 2014,
- Aux dispositions du règlement de fonctionnement ci-après.

Article I - Présentation de l'équipement

Article I - 1 : Identité de l'équipement :

Espace Mille Pattes

Crèche, 7, rue du Marais 44117 Saint-André des Eaux

Tél. : 02 40 70 44 37. Mail : millepattes@ville-st-andre-des-eaux.fr

Cet espace regroupe le service Relais Petite Enfance (RPE) et le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) pour les permanences de la puéricultrice de PMI de secteur.

Article I - 2 : Identité du gestionnaire :

La gestion de la crèche Mille Pattes est assurée par la commune de Saint-André des Eaux.

Service éducation, Mairie de Saint-André des Eaux, 5, place de la Mairie. B.P 44117 Saint-André des Eaux

Tél. : 02 51 10 62 62. Mail : secretariat@ville-st-andre-des-eaux.fr

Article I - 3 : Définition et objectifs du service :

La crèche est une structure collective mixte qui regroupe l'accueil régulier et l'accueil occasionnel. Il permet simultanément l'accueil d'enfants à temps partiel ou complet.

Les enfants sont accueillis de deux mois (trois mois pour l'accueil occasionnel) à trois ans. Les enfants âgés de plus de 3 ans mais non scolarisés seront accueillis jusqu'à leur rentrée scolaire. L'accueil est réservé aux familles andréanaises.

Au vu de la circulaire N° 2014-009 du 26 mars 2014 :

- « **Un accueil est régulier lorsque les besoins sont connus à l'avance et sont récurrents** ». Ce type d'accueil nécessite l'établissement d'un contrat qui définit la durée le nombre de jours et le nombre d'heures réservés par semaine.
- « **L'accueil est occasionnel lorsque les besoins sont connus à l'avance et sont ponctuels et non récurrents** ». Cet accueil ne fait pas l'objet de signature de contrat, il est fonction des places disponibles. Cet accueil fait l'objet d'une réservation.
- « **L'accueil est exceptionnel ou d'urgence lorsque les besoins des familles ne peuvent pas être anticipés** ». Limité dans le temps, il a vocation à répondre à des besoins de garde urgents et exceptionnels. Le caractère de la situation d'urgence est évalué par le (la) Directeur (trice) et/ou le gestionnaire de la structure. L'urgence concernera notamment :
 - les parents en recherche d'insertion professionnelle et dont l'absence de mode de garde immédiat pourrait entraîner un renoncement à un stage ou un emploi ;
 - des situations difficiles, exceptionnelles pour des raisons de santé, séparation, accouchements et imposant le besoin d'un relai pour la garde de l'enfant.

Article I – 4 : Agrément, capacité d'accueil :

En janvier 2022, les services de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I) du Conseil Départemental ont été sollicité pour émettre un avis concernant l'augmentation de la capacité d'accueil du Mille Pattes de 24 enfants à 30. Rappelons que le bâtiment a été créé à l'origine pour 30 enfants et a ouvert en 2015 pour 24.

Les services de PMI ont rendu un pré-avis favorable à l'accueil simultané à 30 enfants en date du 23 février 2022.

Ainsi, à compter du lundi 16 août 2022, la capacité d'accueil du Mille Pattes passera à 30 enfants répartis comme suit :

- _ 25 places pour l'accueil régulier
- _ 5 places pour l'accueil occasionnel

L'accueil peut s'effectuer en journée ou en demi-journée (avec ou sans repas).

En plus de ces 30 places, il y a possibilité de créer deux places supplémentaires pour de l'accueil d'urgence.

Les mercredis et vacances scolaires d'été :

La capacité d'accueil peut être réduite à 24 places les mercredis et vacances scolaires d'été, en fonction des demandes des familles et des congés des agents.

Article I – 5 : Horaires d'ouverture et périodes de fermeture de la structure :

La structure est ouverte de 7h30 à 18 h30 du lundi au vendredi dans le cadre de l'accueil régulier ~~et de de~~ l'accueil occasionnel en fonction des places disponibles. L'espace Mille Pattes sera fermé trois semaines en été (dernière semaine de juillet et deux premières semaines d'août) et une semaine entre Noël et le jour de l'an.

En plus de ces quatre semaines, la structure sera fermée 4 jours dans l'année pour la tenue de réunions pédagogiques, formation du personnel, rangement et nettoyage de la structure. Les familles seront prévenues des dates de fermetures en fin d'année n-1 afin de prévoir une autre solution d'accueil. Les familles seront destinataires de l'ordre du jour des réunions pédagogiques.

Article I – 6 : Les locaux :

L'arrêté d'ouverture de l'établissement recevant du public « espace petite enfance mille pattes » a été délivré en date du 5 janvier 2015 par Monsieur le Maire de la Commune de Saint André des Eaux.

Les services P.M.I. du Conseil Général ont délivré un avis favorable à l'ouverture de la structure en date du 2 février 2015.

La crèche est implantée dans des locaux municipaux. Ces locaux ont été étudiés et conçus pour accueillir les enfants dans les conditions d'hygiène et de sécurité requises.

Article I – 7 : Direction, continuité de direction et personnel

La crèche est placée sous la responsabilité du (de la) **Directeur (trice)**, éducateur (trice) de jeunes enfants. Titulaire de la fonction publique territoriale, il (elle) est rattaché (e) au service éducation de la commune. Il (elle) est garant (e) de la qualité de l'accueil des enfants et de l'accompagnement de leur famille. Le (la) directeur (trice) est responsable du fonctionnement de la crèche et garant(e) du projet d'établissement. Il (elle) se doit d'assurer la gestion administrative et financière de la structure ainsi que son organisation générale. Le (la) directeur (trice) encadre et anime l'équipe pluridisciplinaire et coordonne les actions autour du projet d'établissement. Il (elle) veille au respect des règles d'hygiène, d'alimentation, et de sécurité. Il (elle) a un rôle paramédical en coopération avec le médecin de la structure et l'infirmière.

Pour ce faire, la directrice est en décharge administrative à hauteur de 50% de son temps de travail.

En l'absence du (de la) directeur (trice), la **continuité de la fonction de direction** est assurée par l'agent administratif pour ce qui concerne l'accueil des familles (inscriptions, information, visites et présentation de la structure), et par les autres éducateurs (trices) de jeunes enfants pour les autres fonctions de direction (responsabilité auprès des enfants et des professionnels, organisation de la vie d'équipe et encadrement de celle-ci, partenariats, suivi du projet d'établissement...).

L'**agent administratif** assiste le (la) directeur (trice) dans une partie de ses tâches : inscriptions administratives, contractualisation, facturation, encaissement, rédaction et envoi des courriers (...). Il assure, en tant que régisseur, le suivi des participations familiales.

Les **agents techniques** sont chargés, après chaque passage des enfants dans la structure, du nettoyage des locaux, du mobilier et du linge en utilisant des produits conformes à la législation en vigueur. Ils doivent également veiller au lavage régulier des jeux et jouets. Ils assurent également la réception des repas et leurs services ainsi que l'entretien et le nettoyage de la cuisine selon la réglementation en vigueur.

L'équipe éducative est composée de :

- ❖ **Trois éducateurs (trices) de jeunes enfants** dont le (la) directeur (trice)
- ❖ **Deux auxiliaires de puériculture**
- ❖ **Trois animateurs (trices) petite enfance**
- ❖ **Un(e) infirmier(e)**

Chaque professionnel, en accord avec le projet d'établissement, contribue à l'épanouissement de chaque enfant en lui apportant la sécurité (physique et affective), l'hygiène, le bien-être et l'éveil nécessaires à son épanouissement. Tous formés pour répondre de façon personnalisée aux besoins des enfants, les professionnels travaillent de façon complémentaire pour garantir un accompagnement de qualité au jeune enfant et sa famille.

L'**infirmière** assure le rôle de référent santé et accueil inclusif notamment pour les enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique.

Le **médecin** rattaché à la structure intervient ponctuellement dans l'année auprès de l'équipe pour :

- assurer le suivi des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladies contagieuses, d'épidémies ou d'autres situations dangereuses pour la santé ;
- rédiger des protocoles d'actions en cas d'urgence ;
- mener des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel et veiller à l'intégration des enfants porteurs de handicap ou de maladies chroniques.

L'équipe accueille des **stagiaires** tout au long de l'année. Tout membre du personnel (y compris les remplaçants et les stagiaires) est soumis à l'obligation de réserve et à la discrétion professionnelle.

Article II – Conditions de recevabilité et d'admission des enfants

Article II – 1 : Les conditions d'admission des enfants :

Chaque enfant inscrit doit être à jour en ce qui concerne les vaccinations obligatoires en collectivité, selon le calendrier vaccinal. Un certificat médical du médecin traitant attestera la non-contagiosité et d'absence de contre-indication à la prise de paracétamol.

Article II – 2 : Les conditions d'inscription

L'accueil régulier

Le dossier de pré-inscription est téléchargeable sur le site internet de la commune et doit être remis par mail ou en main propre à la directrice ou à l'agent administratif de la crèche.

L'accueil occasionnel

Dans le cadre de l'accueil occasionnel, l'admission est établie par le (la) directeur (trice). Un rendez-vous sera pris avec le (la) directeur (trice) pour une présentation de la structure et la remise d'un dossier d'inscription.

L'accueil d'urgence

Dans le cadre de l'accueil d'urgence, l'admission est établie par le (la) directeur (trice) et/ou le gestionnaire.

Quel que soit le type d'accueil (régulier, occasionnel ou d'urgence), le dossier devra être complet pour débiter l'accueil de l'enfant (période de familiarisation comprise).

L'accueil d'**enfants porteurs de handicap ou atteints d'une maladie chronique** peut être réalisé après concertation entre la famille, le médecin traitant de l'enfant, la directrice de la structure et notre médecin référent afin d'établir un projet d'accueil personnalisé.

Article II – 3 : La commission d'attribution des places :

La commission d'admission se réunira de façon ordinaire au cours du deuxième trimestre de l'année et pourra être réunie de manière « extraordinaire » en fonction des disponibilités des places et des demandes au cours de l'année. Les familles seront informées de la date de la commission ordinaire par le bulletin municipal « L'Andréanais » et sur le site Internet de la commune. Une fois la demande de la famille acceptée, un dossier d'inscription lui sera remis.

Les places d'**accueil régulier** seront attribuées aux familles par la commission d'attribution des places avec un système de points dont les critères sont les suivants :

- Avoir sa résidence principale sur Saint-André des Eaux ;
- La situation professionnelle et sociale des familles (les deux parents travaillent ou le parent en situation de famille monoparentale travaille ; l'un des parents travaille et l'autre est en formation professionnelle, parcours d'intégration professionnelle et sociale.) ;
- La durée et les amplitudes horaires demandés sont en adéquation avec les places disponibles (seront privilégiées les demandes permettant d'optimiser la capacité d'accueil de la structure) ;
- La présence d'un frère ou d'une sœur dans la structure au moment de l'entrée de leur enfant ;
- Une fratrie multiple ;
- La date de dépôt de la demande ;
- Travailler sur la commune ;
- Avoir essuyé un ou plusieurs refus ;

L'**accueil occasionnel** : un système de réservation est proposé aux familles : les demandes de réservation sont communiquées par mail avant le 15 de chaque mois pour tout le mois suivant, et ce, jusqu'à deux jours par semaine (ou quatre demi-journées avec ou sans repas si disponibilités) en fonction des places disponibles.

Après étude, un courriel est adressé aux familles avec les différents temps d'accueils bloqués sur le mois pour leur enfant. Une liste d'attente est créée ; ainsi, les demandes refusées peuvent être révisées en cas d'absence.

Les familles qui annulent régulièrement et tardivement leurs demandes ne sont pas prioritaires sur les réservations futures.

L'**accueil d'urgence** : la durée, les jours et les horaires d'accueil seront évalués par le (la) directeur (trice).

Article III – Les formalités administratives :

Article III – 1 : Dossier de pré-inscription (accueil régulier) :

Il sera remis en main propre par la directrice ou l'agent administratif. Il est également téléchargeable sur le site internet de la mairie et peut être envoyé, une fois complété par la famille, par mail sur la structure.

Pour que la pré-inscription soit valide, les parents doivent renseigner toutes les rubriques et joindre les documents suivants :

- L'attestation d'employeur de chacun des parents ou attestation de formation pour les étudiants, à renouveler tous les ans ;
- L'attestation de la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F) ou de la Mutuelle Sociale Agricole (M.S.A) sur lequel figure le numéro d'allocataire ;

- Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (quittance gaz, EDF, avis d'imposition, assurance habitation, ...);
- Le livret de famille ou l'extrait intégral d'acte de naissance de l'enfant (peut être transmis ultérieurement en cas d'inscription d'un enfant à naître).

Article III – 2 : Dossier d'inscription (tous types d'accueil) :

Il sera remis par le (la) directeur (trice) lors du rendez-vous de présentation de la structure.

Ce dossier comprend une fiche de renseignements, des autorisations et le dossier médical de l'enfant.

Les parents doivent renseigner les informations suivantes en y joignant les documents ci-dessous cités :

- Les coordonnées des parents ou tuteur(s) légaux (numéros de téléphone, adresse, adresse mail...);
- L'attestation d'employeur de chacun des parents ou attestation de formation pour les étudiants (pour l'accueil régulier);
- L'attestation de la C.A.F ou de la M.S.A sur laquelle figure le numéro d'allocataire;
- Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (quittance gaz, EDF, avis d'imposition, assurance habitation);
- Un justificatif du régime d'affiliation sur lequel est rattaché l'enfant (C.P.A.M, M.S.A);
- Un extrait intégral d'acte de naissance de l'enfant (pour les couples non mariés) ou une photocopie du livret de famille (pour les couples mariés);
- Une attestation d'attribution de la garde de l'enfant en cas de séparation ou de divorce des parents;
- En l'absence d'un numéro d'allocataire CAF, photocopie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition;
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile;
- Les noms, prénoms et coordonnées de la (des) personne(s) pouvant amener et venir chercher l'enfant;
- Une autorisation de soin en cas d'urgence ou d'hospitalisation;
- Une autorisation signée des parents donnant pouvoir à la Directrice ou à sa remplaçante de prendre les mesures d'intervention nécessaires en leur lieu et place, en cas d'accident ou de maladie;
- Une autorisation de sortie;
- Une autorisation, pour l'enfant, à être photographié et/ou filmé;
- Une autorisation pour consulter votre dossier allocataire sous CAF pro et pour conserver les données de votre dossier *;
- Une photo de l'enfant;
- Le règlement intérieur à signer.

*Nous vous informons que la CAF met à notre disposition un service Internet à caractère professionnel CDAP qui nous permet de consulter les éléments de votre dossier nécessaires à l'exercice de notre mission (nombre d'enfants à charge, ressources, régime d'appartenance). Conformément à la loi « informatique et libertés », nous vous rappelons que vous pouvez vous opposer à la consultation de ces informations. Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier.

Article III – 3 : Le dossier médical de l'enfant :

- Le nom du médecin traitant;
- Un certificat rempli par le médecin traitant de l'enfant justifiant de la « bonne santé de l'enfant et constatant que l'enfant ne présente à ce jour aucun signe de maladies contagieuses cliniquement décelables »;
- Les photocopies des pages du carnet de santé des vaccinations. Ce carnet est à présenter à chaque nouvelle vaccination;
- La fiche médicale pour connaître les antécédents médicaux de l'enfant;
- Une autorisation de délivrance de médicaments sous réserve d'avoir une ordonnance;
- Le Protocole d'Accueil Individualisé (P.A.I) pour les enfants présentant un handicap, une maladie chronique, une allergie (...).

Il est demandé aux parents (ou tuteurs) de communiquer au (à la) directeur (trice) ou à l'agent administratif tout changement (adresse, numéro de téléphone, situation familiale...). Le service ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'évènements ou de modifications de situation dont il n'aurait pas eu connaissance.

Article III - 4 : La contractualisation :

Pour un enfant accueilli en accueil régulier, un contrat est établi avec la famille mentionnant la durée, le nombre de semaines, les jours et les horaires sur lesquels l'enfant est accueilli. Il y a possibilité d'établir un contrat avec des horaires flexibles d'un mois sur l'autre pour les familles travaillant sur des plannings changeants, à condition que les plannings mensuels soient fournis avant le 15 de chaque mois pour le mois qui suit. Les parents sont tenus de prévenir de tout changement de situation (situation familiale, situation professionnelle, déménagement...). Il s'agit d'un document contractuel qui engage la famille, sur la base des besoins exprimés mais aussi la collectivité sous la forme d'une réservation de places, celle-ci tenant compte des contraintes de fonctionnement de la structure. Il est demandé aux familles de prévenir dès que possible de toute absence de l'enfant afin de proposer la place d'accueil à une autre famille.

Un contrat peut être établi pour une durée maximale d'un an (sur une année civile) et est tacitement reconductible tous les ans jusqu'à la scolarisation de l'enfant. Lorsqu'un contrat n'est manifestement pas ou plus adapté aux besoins d'accueil, il pourra être modifié en cours d'année dans la mesure des places disponibles et de la capacité d'accueil de l'établissement. Les demandes de modifications de contrat ne devront pas être récurrentes et devront être formulées par écrit. La commune se réserve le droit de rompre le contrat en cas de non-respect des termes du contrat (absences non justifiées fréquentes, non-respect des horaires d'accueil définis de manière récurrente...).

En dehors des périodes de fermeture de la structure, seules deux semaines d'absence par an, équivalentes à deux semaines de contrat, ne seront pas facturées. Les congés des parents devront être communiqués par écrit dès que possible. Selon la Convention signée avec la C.A.F., toute absence de l'enfant sera facturée

sauf dans les cas suivants :

- Maladie supérieure à 3 jours sur présentation d'un certificat médical au retour de l'enfant ;
- Hospitalisation de l'enfant sur présentation du bulletin d'hospitalisation ;
- Fermeture de la structure ;
- Eviction obligatoire de la structure.

Un préavis d'un mois notifié par courrier, adressé à l'espace Mille Pattes ou à la mairie (cachet de la poste faisant foi), sera exigé de la part des parents pour mettre fin au contrat avant son terme. Dans ce seul cas, il n'y aura pas de facturation.

Pour toute demande de changement d'horaires et/ou de jours de présence du contrat en cours, ce même préavis d'un mois notifié sera demandé.

La commune se réserve le droit de rompre le contrat après concertation et avis de la directrice dans les cas suivants :

- inadaptation durable de l'enfant à la vie en collectivité (décision prise en concertation avec le médecin référent de la structure) ;
- déclaration inexacte concernant l'autorité parentale ou la situation de ressources ;
- non-respect des termes du contrat ;
- non-respect du règlement intérieur ;
- déménagement hors commune ;
- comportement perturbateur d'un parent troublant gravement le fonctionnement de la structure.

L'accès au service pourra être suspendu puis refusé sur décision du Bureau Municipal.

Article III - 5 : Tarification, facturation et modalités de paiement :

La tarification :

Le tarif des familles est déterminé selon un barème national fixé par la CNAF en contrepartie de sa participation financière au fonctionnement de la structure par le versement notamment de la prestation service unique (P.S.U.).

Les ressources déclarées par les familles à l'administration fiscale et figurant sur la base des données de la CAF de Loire-Atlantique, hors abattements, pensions alimentaires reçues incluses et pensions alimentaires versées déduites.

En l'absence de ressources, le tarif plancher est retenu. La participation des familles est calculée selon le taux d'effort défini par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Le taux d'effort de base correspond à une famille d'un enfant.

Pour les familles ayant un enfant handicapé, le taux d'effort retenu sera celui de deux enfants. Pour deux enfants handicapés, le taux d'effort sera celui de trois enfants et ainsi de suite.

Nombre d'enfants à charge	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants et plus
Taux d'effort horaire	0,0619 %	0,0516 %	0,0413 %	0,0310 %

En janvier de chaque année, le tarif horaire est recalculé en fonction de l'actualisation des planchers et plafonds de ressources de la CNAF ainsi que des ressources de référence de la famille.

La tarification se fera :

-à l'heure pour l'accueil régulier : le forfait journalier prévu au contrat sera arrondi à l'heure, ainsi toute heure entamée, prévue au contrat, sera facturée.

➤ Par exemple, si le besoin exprimé est de 7h30 à 13h15, il sera facturé 6h à la famille (7h30-14h).

-à la demi-heure pour l'accueil occasionnel et les temps d'accueil supplémentaires au contrat. Dans ce cadre, toute demi-heure entamée est due.

➤ Par exemple, s'il est prévu au contrat un accueil de 7h30 à 14h00 et que le parent arrive à 14h10, il sera facturé une demi-heure supplémentaire à la famille.

➤ Autre exemple, dans le cadre d'un accueil occasionnel, l'enfant est accueilli de 10h00 à 13h30, il sera facturé 3h30 à la famille et non 4 heures.

Les heures d'absence de l'enfant, non facturées à la famille sont :

- les jours de maladie de plus de trois jours sous réserve d'un certificat médical ;
- l'éviction obligatoire de la structure ;
- les jours d'hospitalisation de l'enfant sous réserve d'un certificat médical ;
- les jours de fermeture exceptionnelle de la structure.

Dans le cas d'accueil d'un enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ou dans le cadre d'un accueil d'urgence pour lequel les ressources de la famille sont inconnues, le tarif plancher sera appliqué.

La commune n'applique pas de plafond de ressources dans le calcul des tarifications.

La facturation et les modalités de paiement :

Tous les mois, une facture est adressée à la famille pour les présences du mois précédent.

Le règlement peut se faire par :

- Chèques bancaires à l'ordre du Trésor Public ;
- Espèces ;
- Chèques CESU (à condition que leur somme totale soit d'un montant inférieur ou égal au montant dû) ;
- Par prélèvement bancaire.

Le règlement devra être effectué à l'espace Mille Pattes auprès de l'agent administratif dans un délai de 10 jours.